



**BIARRITZ**

Département  
Des PYRENEES-ATLANTIQUES

Arrondissement  
de BAYONNE

N° 397084

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**VILLE DE BIARRITZ**

**EXTRAIT du REGISTRE des ARRÊTÉS du MAIRE**

**OBJET :**

*NOUS, MAIRE DE LA VILLE DE BIARRITZ*

**HOTEL AMA  
8 rue Maison Suisse  
Biarritz**

**Poursuite d'exploitation**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2212-2 ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L 111-8-3, R 111-19-11 et R 123-46 ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté du 31 Mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

VU l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 Juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5<sup>ème</sup> catégorie ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 relatif aux compétences et au fonctionnement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'avis favorable de la Commission communale de Sécurité et d'Accessibilité des 23 et 30 octobre 2023 ;

**- ARRÊTONS -**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le directeur de l'établissement Hôtel AMA (ex. Alcyon), de type O classé en 5<sup>ème</sup> catégorie, sis 8 rue Maison Suisse à Biarritz, est autorisé à poursuivre l'exploitation de l'établissement dans les conditions prévues par le code de la construction et de l'habitation, le règlement de sécurité incendie et les règles relatives à l'accessibilité aux handicapés.

Pour ampliation certifiée conforme  
Biarritz, le  
Le Maire,

Envoyé en préfecture le 01/12/2023

Reçu en préfecture le 01/12/2023

Publié le 09/01/2024

ID : 064-216401224-20231030-397084-AI

**S<sup>2</sup>LOW**

**ARTICLE 2** : Cette autorisation est subordonnée à la réalisation des prescriptions suivantes dans les délais impartis :

- Déposer un dossier pour régulariser les travaux de réaménagement déjà réalisés et pour les travaux de création du local de stockage au sous-sol ;
- Prévoir une permanence à proximité immédiate de l'établissement ;
- Remettre en service le ferme-porte du local lingerie ;
- Retirer les films plastiques cachant les détecteurs de fumée ;
- Vider les locaux présentant du stockage ou les isoler et détecter ;
- Retirer le stockage dans les zones non dédiées ;
- Retirer tous les systèmes de cales porte dans l'établissement ;
- Ajouter un éclairage d'ambiance près du tableau SSI ;
- Faire réparer la porte asservie du 3<sup>ème</sup> étage pour qu'elle ferme complètement lors de l'enclenchement de l'alarme.

**ARTICLE 3** : La prochaine visite de contrôle périodique de la commission communale de sécurité est fixée en octobre 2028.

**ARTICLE 4** : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Madame le Commissaire Principal de Police, les fonctionnaires et agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Biarritz, le 30 octobre 2023

P/LE MAIRE



**Valérie SUDAROVICH**  
Conseillère déléguée